



Mokwateh

PERSPECTIVES AUTOCHTONES SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU CANADA

Rapport Final:
Analyse Régionale et Principales Recommandations

Préparé pour la Régie de l'énergie du Canada

Avis de non-responsabilité

Les opinions et les points de vue exprimés dans le présent rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Régie de l'énergie du Canada. En outre, l'inclusion de conclusions ou de recommandations ne doit pas être interprétée comme un soutien ou une approbation de la part de la Régie de l'énergie du Canada. Mokwateh, cabinet-conseil autochtone spécialisé dans la mobilisation et les services consultatifs, a mené les activités de mobilisation auprès des Autochtones et rédigé le présent rapport pour le compte de la Régie de l'énergie du Canada.

Résumé

Le présent rapport offre une vue d'ensemble et une analyse de différents points de vue exprimés par les Autochtones au sujet de la transition du Canada vers la carboneutralité, comme elle est définie dans la *Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité*. Réalisée dans le cadre des activités de recherche et de mobilisation de la Régie de l'énergie du Canada en vue de la série Avenir énergétique, l'analyse s'appuie sur des données recueillies au moyen d'entrevues, de groupes de discussion, de sondages et de codages thématiques. Les constats révèlent les priorités, les difficultés et les possibilités des peuples autochtones, selon la région, et mettent l'accent sur l'adoption d'énergies propres, la souveraineté énergétique et l'importance d'un développement dirigé par les communautés.

Principales constatations

- **Transition vers des énergies propres** : La transition de la dépendance au diesel vers d'autres sources d'énergie comme le solaire, l'éolien, l'hydroélectricité ou le nucléaire est une priorité pour les communautés autochtones, pour des raisons environnementales, sanitaires et économiques.
- **Souveraineté énergétique** : L'autodétermination en matière de production et de gestion de l'énergie est une priorité universelle pour les communautés autochtones du Canada, qui revendiquent la propriété et le contrôle des projets ainsi qu'une fiabilité et une sécurité énergétiques accrues.
- **Développement économique** : Les dirigeants autochtones considèrent les projets énergétiques comme des occasions de création d'emplois, de partage de revenus et d'obtention d'avantages à long terme pour les communautés.
- **Préservation de la culture et de l'environnement** : La protection des pratiques traditionnelles et la réduction des effets sur les écosystèmes sont essentielles pour gagner la confiance et le soutien des communautés.

Aperçus régionaux

Les régions sont définies comme suit : l'Est comprend l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard. Le Nord comprend le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon. L'Ouest comprend le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

- **Est du Canada :** Les communautés se concentrent sur l'adoption d'énergies renouvelables et la modernisation des infrastructures, mais elles sont confrontées à des difficultés liées aux monopoles dans les services publics et aux coûts élevés de l'énergie.
- **Nord du Canada :** L'acquisition d'une souveraineté énergétique grâce à des microréseaux et à la mise en œuvre de solutions locales est une priorité, mais des obstacles logistiques et la rigueur du climat posent des difficultés de taille.
- **Ouest du Canada :** Les communautés examinent les technologies émergentes, comme l'hydrogène, les accumulateurs électriques et les petits réacteurs modulaires, tout en tenant compte des préoccupations liées à la préservation des sites culturels.
- **Tendances nationales :** L'appui généralisé à l'égard des objectifs de carboneutralité du Canada est évident, mais les échéanciers et l'état de préparation des infrastructures sont variables. Les communautés souhaitent avoir accès à davantage d'information pour être en mesure de bien planifier et se préparer à saisir les occasions.

Principaux obstacles

Dans le contexte des projets énergétiques autochtones, les principaux obstacles correspondent aux importantes difficultés qui entravent la mise en œuvre et le succès à long terme des initiatives de transition énergétique. Ces obstacles, décrits ci-dessous, mettent en évidence des difficultés d'ordre économique, logistique et réglementaire auxquelles les communautés autochtones sont couramment confrontées lorsqu'il s'agit de faire progresser des projets de développement énergétique.

- **Difficultés économiques :** Les coûts prohibitifs et l'accès limité au financement limitent l'adoption des sources d'énergie renouvelable.
- **Contraintes logistiques :** Les régions isolées font face à des difficultés liées à la construction et à l'entretien des infrastructures énergétiques.
- **Lacunes en matière de politiques et de réglementation :** La complexité des processus d'approbation et la faible représentation des Autochtones au sein de la gouvernance de l'énergie sont des éléments qui entravent les progrès.

Priorités énergétiques des Autochtones

- 1. Accroître le nombre de projets dirigés par des Autochtones**
 - a. Soutenir les modèles de propriété communautaire et de cogestion.
 - b. Élaborer des cadres équitables de partage des revenus.
- 2. Investir dans les infrastructures**
 - a. Améliorer la connectivité du réseau électrique et soutenir les solutions faisant intervenir des microréseaux.
 - b. Mettre l'accent sur la modernisation du stockage et du transport de l'énergie à l'échelle locale.
- 3. Favoriser l'accroissement des capacités**
 - a. Offrir de la formation technique et des programmes d'initiation à l'énergie.
 - b. Renforcer l'expertise locale dans les nouvelles technologies énergétiques.
- 4. Favoriser une mobilisation véritable**
 - a. Rendre obligatoire l'obtention d'un consentement préalable, libre et éclairé pour tous les projets énergétiques.
 - b. Établir un climat de confiance grâce à un dialogue transparent et continu.
- 5. Renforcer le soutien stratégique**
 - a. Simplifier la réglementation pour faciliter la réalisation d'initiatives dirigées par des Autochtones.
 - b. Assurer la représentation des Autochtones dans les organismes décisionnels en matière d'énergie.

Table des matières

1	Introduction.....	6
2	Mobilisation autochtone.....	8
3	Méthodologie.....	10
	3.1 Collecte de données.....	10
	3.2 Processus de codage.....	11
	3.3 Saturation des données.....	12
4	Constatations.....	12
	4.1 Thèmes centraux.....	12
4	.2 Variations régionales.....	17
5	Discussion.....	19
	5.1 Principales réflexions.....	20
	5.2 Réflexions pour la poursuite de la recherche.....	24
6	Principaux obstacles et recommandations.....	25
	6.1 Obstacles.....	26
	6.2 Recommandations.....	28
7	Conclusion.....	37

Introduction

L'engagement du Canada à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 est un aspect fondamental de la stratégie nationale de lutte aux changements climatiques, en phase avec les efforts mondiaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'atténuation des effets du réchauffement planétaire. Il s'agit d'un objectif ambitieux, qui exige une transformation profonde du secteur de l'énergie, la plus grande source d'émissions au pays. Or, une telle transformation ne peut se faire sans inclure véritablement les peuples autochtones, dont les terres, les ressources et les connaissances traditionnelles jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de pratiques énergétiques durables.

Les peuples autochtones du Canada ont un point de vue unique sur le développement énergétique, profondément ancré dans leurs valeurs culturelles, leur relation avec la terre et leurs aspirations à l'autodétermination. En tant que gardiennes de vastes territoires, les communautés autochtones subissent souvent de manière disproportionnée les effets des projets énergétiques, qui vont de la dégradation de l'environnement à la perturbation des pratiques traditionnelles. En même temps, ces communautés figurent parmi les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, étant confrontées à diverses difficultés qui menacent leur mode de vie, comme le dégel du pergélisol, l'élévation du niveau de la mer et la modification des écosystèmes. Malgré ces difficultés, les communautés autochtones sont des partenaires essentiels pour stimuler l'innovation, faire progresser les solutions énergétiques propres et mener des initiatives de développement durable.

Le rapport est le résultat de travaux commandés par la Régie de l'énergie du Canada dans le but d'alimenter la série Avenir énergétique. Les travaux, y compris les séances de mobilisation des Autochtones et la rédaction du rapport, ont été menés par Mokwateh. La Régie de l'énergie du Canada reconnaît la nécessité d'inclure les voix autochtones dans le dialogue national sur la transition énergétique, ce qui concorde avec les principes de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (« Déclaration des Nations unies »), laquelle souligne l'importance du consentement préalable, libre et éclairé lors de projets de développement ayant une incidence sur les terres et les ressources autochtones. En outre, il a été démontré que les projets énergétiques dirigés par des Autochtones peuvent contribuer à atteindre plusieurs objectifs, à savoir la réduction des émissions de carbone, l'appui à la résilience économique et le respect du patrimoine culturel.

Le rapport présente les constatations de Mokwateh, formulées à la suite d'activités de mobilisation auprès de nombreuses communautés autochtones dans le but de recueillir les divers points de vue de ces communautés en ce qui concerne la transition énergétique du Canada. Les données ont été recueillies au moyen d'entrevues, de groupes de discussion et

de sondages, après quoi un codage thématique a été réalisé afin d'en faire ressortir les thèmes centraux et les variations régionales. L'analyse révèle l'importance, pour les Autochtones, des énergies propres, de la souveraineté énergétique et du développement dirigé par les collectivités en tant que priorités centrales.

La recherche met en évidence la façon dont les contextes régionaux façonnent ces priorités, de même que les difficultés uniques que doivent surmonter les communautés autochtones du Canada. Par exemple, dans les régions nordiques, on pourrait donner la priorité aux projets hydroélectriques et aux solutions axés sur les microréseaux, tandis que dans les provinces de l'Est, on se concentrerait plutôt sur la réduction de la dépendance au diesel grâce à l'adoption d'énergies renouvelables. Il est essentiel de comprendre ces variations régionales pour élaborer des stratégies sur mesure qui répondent aux besoins locaux et tirent profit des possibilités locales.

En examinant les perspectives autochtones sur le développement énergétique, le présent rapport vise à éclairer les stratégies qu'adoptera la Régie de l'énergie du Canada pour des initiatives énergétiques équitables et durables. Des recommandations concrètes y sont présentées afin de faire le pont entre les objectifs nationaux en matière de carboneutralité et les priorités des communautés autochtones. Grâce à la collaboration, à l'innovation et au respect des droits des peuples autochtones, le Canada peut favoriser une transition énergétique inclusive qui concilie les objectifs environnementaux, économiques et culturels.

Mobilisation autochtone

La mobilisation véritable des communautés autochtones à la planification et à la prise de décision en matière d'énergie offre de grandes possibilités de favoriser l'atteinte de résultats positifs dans le cadre de la transition du Canada vers la carboneutralité. Les initiatives dirigées par des Autochtones incarnent une approche transformatrice du développement énergétique, en mettant l'accent sur la durabilité, l'autodétermination et l'harmonisation culturelle. La présente section expose de quelle manière le paysage énergétique du Canada peut être influencé par une mobilisation autochtone véritable et met en évidence les avantages à long terme d'intégrer les perspectives autochtones dans l'élaboration de la politique énergétique. Les initiatives énergétiques dirigées par des Autochtones sont de puissants exemples de la manière dont les approches communautaires peuvent contribuer à la réalisation des objectifs en matière de carboneutralité. Elles préconisent l'adoption de solutions axées sur les énergies renouvelables, comme les projets solaires, éoliens ou hydroélectriques, et adaptées aux besoins et aux conditions à l'échelle locale. L'intégration des systèmes de connaissances autochtones, des connaissances écologiques traditionnelles et des valeurs communautaires dans la planification des projets fait en sorte de garantir un développement énergétique qui soit en phase avec la gestion de l'environnement et la préservation de la culture. Par exemple, on a pu démontrer, dans le cadre de projets hydroélectriques à petite échelle dans les communautés nordiques, que des solutions locales peuvent à la fois réduire la dépendance au diesel, protéger les écosystèmes et créer des occasions économiques.

Le leadership autochtone offre un potentiel qui dépasse les projets individuels et peut aller jusqu'à façonner des cadres stratégiques généraux en matière d'énergie. Les communautés

Les **systèmes de connaissances autochtones** (également appelés « connaissances traditionnelles » ou « connaissances autochtones ») désignent, d'une manière générale, les connaissances sur la terre, les peuples, le créateur et les pratiques traditionnelles.

- Ils comprennent les connaissances environnementales, socioéconomiques et culturelles, ainsi que d'autres connaissances détenues par les peuples autochtones.
- Les systèmes de connaissances autochtones peuvent être transmis d'une génération à l'autre par l'entremise de récits, de textes écrits, d'apprentissage sur le terrain et d'histoires orales.

Les **connaissances écologiques traditionnelles**, qui font partie des systèmes de connaissances autochtones, se concentrent sur la relation entre les Autochtones et leur environnement naturel.

- Les connaissances écologiques traditionnelles portent sur un lieu donné et comprennent des connaissances sur les relations entre les plantes, les animaux et l'environnement.
- Elles sont également transmises par des histoires orales, des textes écrits, l'apprentissage sur le terrain et des récits.
- Les connaissances écologiques traditionnelles comprennent souvent de l'information sur l'utilisation des terres, les lieux habités et les niveaux de récolte.
- Elles peuvent contribuer à la compréhension des changements climatiques et d'autres enjeux environnementaux.

autochtones ont une compréhension unique de la gestion des terres et des ressources, nourrie par des millénaires de gestion environnementale. L'intégration de ces perspectives dans les politiques énergétiques nationales peut contribuer à créer des stratégies durables, adaptables et inclusives. Par exemple, les mesures politiques qui systématisent le CLPE et font en sorte que les voix autochtones en matière de gouvernance énergétique soient entendues peuvent conduire à des partenariats équitables et à une confiance renforcée entre les communautés, l'industrie et le gouvernement.

La mobilisation des communautés autochtones favorise également l'autonomie économique, un facteur clé de la durabilité à long terme. Les projets énergétiques qui se font en copropriété, qui établissent un partage des revenus ou qui offrent des emplois aux Autochtones ne procurent pas seulement des avantages financiers immédiats et durables, mais renforcent également les capacités locales en vue d'un développement futur. Les collectivités qui dirigent ou cogèrent des projets énergétiques sont mieux placées pour réinvestir dans leurs infrastructures, leur système d'éducation et la diversification de leur économie. Ces avantages créent un cercle vertueux de développement, dans lequel la réussite des projets renforce la résilience de la communauté et la prépare à la réalisation d'autres initiatives.

Un autre avantage à long terme de la mobilisation des peuples autochtones est le renforcement de la cohésion sociale et la réconciliation. Les projets énergétiques qui privilégient une collaboration significative et le respect des droits des Autochtones viennent soutenir les efforts à plus grande échelle visant à remédier aux injustices historiques et à établir des relations solides entre les communautés autochtones et non autochtones. En favorisant des partenariats fondés sur le respect mutuel et des objectifs communs, la transition énergétique du Canada peut devenir un vecteur de réconciliation sociale et économique.

Les initiatives dirigées par des Autochtones servent de pôles d'innovation, offrant des modèles évolutifs de développement énergétique qui peuvent être reproduits dans tout le pays. Ces projets sont souvent à l'origine de technologies et d'approches qui concilient les besoins énergétiques modernes et les aspects culturels et environnementaux. Par exemple, l'intégration des technologies axées sur les microréseaux dans les communautés autochtones éloignées constitue un modèle pour l'alimentation d'autres régions mal desservies en énergie durable. Les enseignements tirés de tels projets peuvent orienter les stratégies nationales et aider le Canada à atteindre plus efficacement ses objectifs de carboneutralité.

L'intégration des perspectives autochtones dans la politique énergétique peut orienter et soutenir la transition vers la carboneutralité de sorte qu'elle se fasse de manière équitable

et inclusive. Les politiques qui sont en phase avec les priorités des Autochtones, comme la souveraineté énergétique et la préservation de la culture, ont plus de chances d'obtenir un appui généralisé, évitant ainsi les mouvements de résistance qui pourraient retarder leur mise en œuvre. En outre, le leadership autochtone dans la gouvernance énergétique peut contribuer à contrer certains obstacles systémiques, comme les inégalités en matière d'investissements infrastructurels et d'accès aux nouvelles technologies énergétiques. Par le soutien d'initiatives dirigées par des Autochtones et l'intégration des perspectives autochtones dans la politique énergétique, la Régie de l'énergie du Canada peut produire des résultats positifs qui profiteront à la fois aux communautés autochtones et à l'ensemble du Canada. Ainsi, ces efforts permettront de faire en sorte que la voie suivie par le Canada pour parvenir à la carboneutralité sera orientée par les valeurs, les connaissances et le leadership des communautés autochtones.

Méthodologie

Le présent rapport repose sur l'adoption d'une méthode rigoureuse et systématique pour recueillir les points de vue autochtones sur la transition énergétique au Canada, qui combine des approches qualitatives et quantitatives pour garantir la profondeur, l'étendue et la représentation régionale. Les processus de collecte et d'analyse des données ont été soigneusement conçus pour refléter les priorités, les difficultés et les possibilités propres aux communautés autochtones.

Collecte de données

La collecte des données, à laquelle 35 personnes de partout au Canada ont participé, a été réalisée selon trois principales méthodes, à savoir : des entrevues semi-structurées, des groupes de discussion et des sondages quantitatifs. Les entrevues semi-structurées constituaient le cœur du processus de collecte des données. Cette méthode a permis aux participants de faire part de leurs expériences et priorités uniques, tout en permettant aux chercheurs d'aborder les principaux thèmes en profondeur. Grâce à ces entrevues, divers récits personnels en lien avec l'énergie propre, la souveraineté énergétique et le développement économique ont pu être entendus.

Les groupes de discussion ont quant à eux servi à recueillir les points de vue collectifs et à favoriser le dialogue entre les membres de la communauté et les chercheurs. Malgré une participation variable d'une région à l'autre, ils ont permis de recueillir les priorités communes et les dynamiques collectives dans des contextes autochtones particuliers. Le contenu de ces discussions est venu compléter les points de vue personnels recueillis lors des entrevues, offrant une compréhension élargie des problèmes et des solutions possibles à l'échelle de la communauté.

Des sondages quantitatifs ont été diffusés sur LinkedIn à deux reprises, sous forme de publications mises en avant, afin d'augmenter leur portée. Ils ont également été envoyés à 93 personnes ciblées pour leur intérêt pour ces questions. En outre, on a demandé aux personnes à qui les sondages ont été transmis de les diffuser dans leurs propres réseaux. Au final, 11 personnes ont répondu au sondage, ce qui a permis d'approfondir la compréhension des préférences et des préoccupations en matière d'énergie. Les sondages ont été conçus pour valider les thèmes qui émergeaient des données qualitatives en se concentrant sur certains domaines, comme la souveraineté énergétique, les effets sur l'environnement et les préférences en matière de technologies d'énergie renouvelable. Malgré la petite taille de l'échantillon, les réponses obtenues dans le cadre des sondages ont permis de dégager de précieuses tendances quantitatives qui sont venues étayer l'analyse thématique.

Processus de codage

Aux fins de l'analyse, le codage thématique a été réalisé au moyen d'une méthode hybride, comportant à la fois des méthodes inductives et des méthodes déductives. Le codage inductif se fait selon une approche ascendante, c'est-à-dire que les codes et les thèmes sont dérivés directement des données, sans catégorie ni théorie prédéterminée. Cette façon de faire permet de garantir que l'analyse est fondée sur les expériences vécues par les participants et sur leurs priorités. Elle a également aidé notre équipe à examiner les tendances, les significations et les thèmes émergeant naturellement des données. Cette approche s'est avérée particulièrement efficace pour cerner les nuances régionales et les thèmes inattendus, comme l'importance culturelle des projets énergétiques.

Le codage déductif, quant à lui, est orienté par des catégories prédéfinies, fondées sur les objectifs de la Régie de l'énergie du Canada en matière d'information et sur la documentation existante au sujet des transitions énergétiques autochtones. Ces catégories prédéfinies comprenaient notamment l'énergie propre, le développement économique et les impacts culturels. Le codage déductif sert à tester des concepts existants ou à les appliquer à de nouvelles données.

Il a été réalisé à la fois au moyen d'un examen manuel et du logiciel NVivo. Le codage manuel a permis aux chercheurs de bien s'imprégner des données et d'acquérir ainsi une compréhension nuancée de leur contexte et de leur signification. Après le traitement manuel, le logiciel NVivo a été utilisé pour systématiser l'analyse, structurer les thèmes et visualiser les tendances présentes dans l'ensemble de données. L'utilisation d'outils logiciels a permis d'améliorer l'efficacité et la précision de l'analyse thématique et, donc, d'effectuer une comparaison détaillée des résultats issus des entrevues, des groupes de discussion et des réponses au sondage.

Un des aspects fondamentaux du processus de codage est la constance entre les codeurs. Pour garantir la cohérence et la rigueur, un sous-ensemble de données a été codé indépendamment par plusieurs chercheurs, qui ont ensuite comparé leurs résultats. Le taux d'accord entre les codeurs dépassait 90 %, ce qui témoigne d'une grande fiabilité et d'une grande confiance dans les résultats thématiques.

Saturation des données

La saturation des données est un critère essentiel pour garantir que l'analyse rende compte, de manière exhaustive, des perspectives et des priorités des participants. La saturation thématique a été estimée entre 85 et 90 %, les thèmes récurrents étant systématiquement relevés dans toutes les sources de données. L'émergence de thèmes centraux, comme l'adoption d'énergies propres et la souveraineté énergétique, témoigne d'un solide degré de saturation. Au cours des étapes ultérieures de l'analyse, moins de 5 % de nouveaux codes ont été définis, ce qui confirme que l'ensemble des données était suffisamment complet.

Malgré une forte saturation thématique dans l'ensemble, certaines lacunes dans la représentation régionale ont été constatées. Certaines régions, dont le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard, ont été sous-représentées en raison de problèmes logistiques et d'une participation limitée. Ces lacunes pointent vers de futures avenues de recherche et de mobilisation, qui permettront d'acquérir une compréhension plus représentative des perspectives autochtones.

Constatations

Thèmes centraux

L'analyse a fait ressortir une série de thèmes interreliés dressant un portrait des perspectives autochtones sur la transition énergétique. Parmi ces thèmes figurent l'adoption d'énergies propres, la souveraineté énergétique, le développement économique, la préservation de la culture et de l'environnement, le renforcement des capacités, le développement des infrastructures et l'inclusion des connaissances traditionnelles dans la planification énergétique. Chaque thème est une fenêtre sur les priorités complexes et multifacettes des communautés autochtones pour relever les défis et saisir les occasions que présente la transition énergétique.

Énergie propre et réduction de la consommation de diesel

Une préférence claire et généralisée pour la transition vers des sources d'énergie renouvelables est apparue comme un thème central. Les communautés autochtones ont souvent souligné la nécessité urgente de réduire la dépendance au diesel, qui reste la principale source d'énergie dans de nombreuses régions isolées. Le diesel a été universellement critiqué pour son coût élevé, les dommages qu'il cause à l'environnement et ses effets sur la santé. Les participants ont souligné que les sources d'énergie renouvelables, comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité et l'énergie géothermique offrent des solutions propres et durables qui correspondent aux valeurs communautaires en matière de gestion de l'environnement.

“

Si l'on examine la dépendance au diesel des communautés isolées, on constate l'apparition de nouveaux systèmes, notamment des systèmes d'énergie renouvelable à forte pénétration, qui offrent des options de rechange et réduisent la dépendance.

”

La transition vers les énergies renouvelables a également été présentée comme une condition nécessaire à l'accroissement de l'équité sur le plan énergétique. De nombreux participants ont souligné le fardeau disproportionné que la dépendance au diesel fait peser sur les communautés éloignées, où les coûts énergétiques sont nettement plus élevés que dans les centres urbains. En adoptant des solutions énergétiques propres, les collectivités peuvent réduire ces coûts tout en contribuant aux objectifs climatiques nationaux.

Souveraineté énergétique et autodétermination

“

La souveraineté énergétique est la capacité des communautés à se procurer, à produire et à revendre de l'énergie d'une manière propre et adaptée à leurs priorités. Dans le cas des Premières Nations, par exemple, elle dépend entièrement de l'endroit où l'on se trouve, mais c'est en quelque sorte la clé de l'affirmation de nos compétences et de notre autorité.

”

La souveraineté énergétique est un thème récurrent, étroitement lié aux objectifs généraux d'autodétermination et de décolonisation. Pour les communautés autochtones, la souveraineté énergétique signifie avoir le contrôle de la production, de la distribution et de la gestion des ressources énergétiques sur leurs terres. Ce contrôle est considéré comme essentiel pour faire en sorte que les projets énergétiques respectent les valeurs culturelles des communautés, soient en phase avec les priorités environnementales de celles-ci et répondent à leurs besoins.

Les participants ont souligné l'importance des projets énergétiques dirigés et cogérés par des Autochtones comme moyen de parvenir à la souveraineté. De tels projets permettent aux communautés de façonner leur avenir énergétique tout en encourageant la confiance et la responsabilité. La souveraineté énergétique est également considérée comme un moyen de rompre les cycles de dépendance à l'égard des fournisseurs extérieurs et de regagner son autonomie à l'égard des ressources vitales.

Développement économique et emploi

Les projets énergétiques sont généralement considérés comme des vecteurs de développement économique, les participants ayant souligné leur potentiel de création d'emplois, de génération de revenus et de renforcement des économies locales. De nombreux participants ont soulevé le besoin de faire en sorte que les initiatives énergétiques apportent des avantages économiques à long terme, au-delà des phases de construction. Les possibilités d'emploi dans le domaine des énergies renouvelables sont particulièrement attrayantes, puisqu'elles correspondent aux aspirations de la communauté en matière de développement durable et d'amélioration des compétences.

Les participants ont également souligné l'importance d'établir des accords de partage des revenus et des partenariats équitables avec l'industrie et le gouvernement. Ces accords sont considérés comme essentiels pour veiller à ce que les avantages économiques des projets énergétiques soient répartis équitablement et contribuent au bien-être de la communauté.

“

Les incidences économiques sont nombreuses, comme les effets positifs des projets d'énergie renouvelable s'ils entraînent la réduction des coûts de l'énergie, mais il y a aussi les fonds supplémentaires générés par les projets à grande échelle qui retournent dans les communautés et qui servent à d'autres projets. Côté emploi, lorsqu'il y a un soutien à la formation des personnes, certains projets ont fait baisser le taux de chômage à 0 % dans les communautés dans les cas où l'ensemble de la communauté était mobilisé.

”

Préservation de la culture et de l'environnement

La préservation de la culture et de l'environnement est apparue comme un enjeu fondamental dans les discussions sur la transition énergétique. Les communautés autochtones ont souligné la nécessité de protéger les écosystèmes, la biodiversité et les terres traditionnelles des éventuels effets néfastes des projets énergétiques. Les participants ont souvent établi un lien entre les préoccupations environnementales et les valeurs culturelles, notant que les perturbations des sites sacrés, des terrains de chasse et des cours d'eau portent atteinte à l'intégrité écologique et spirituelle.

“

Je pense que parmi la quantité de choses dont ils ne tiennent pas compte, il y a, par exemple, les terres traditionnelles, les terres sacrées, les lieux de cérémonie, etc. Je pense qu'une communication constante entre les entreprises et les communautés autochtones sera très bénéfique pour tenter d'éviter les conflits à propos de ce genre de choses.

”

Pour répondre à ces préoccupations, de nombreux participants ont plaidé en faveur de l'intégration des systèmes de connaissances autochtones dans la planification énergétique. En intégrant ces systèmes et les pratiques culturelles, les projets énergétiques peuvent être conçus de manière à respecter et à préserver le patrimoine autochtone, tout en réduisant le plus possible les dommages causés à l'environnement.

Renforcement des capacités et formation technique

L'importance du renforcement des capacités locales pour gérer et maintenir les systèmes énergétiques est un thème qui est revenu de manière récurrente. Les participants ont souvent indiqué que le manque d'expertise technique et de connaissances dans le domaine de l'énergie constituait un obstacle à une participation efficace aux projets énergétiques. Pour combler cette lacune, les communautés ont demandé des investissements ciblés dans des programmes d'enseignement et de formation qui permettent aux résidents d'acquérir

“

Tout est question de capacité pour que cette nouvelle technologie fonctionne. Les communautés vont devoir apprendre à la faire fonctionner et à l'entretenir. Souvent, ils cherchent à faire appel à des consultants pour offrir du soutien, avec plein de belles promesses. Mais une fois que la construction est terminée, ils partent, et il reste un bien qui doit être entretenu. Il y a alors souvent un vide qui n'est pas comblé.

”

les compétences nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des nouveaux systèmes et technologies énergétiques ainsi qu'à l'innovation.

Le renforcement des capacités est également considéré comme un moyen de favoriser l'apprentissage intergénérationnel et de veiller à ce que les avantages de la transition énergétique soient maintenus dans le temps. En dotant les dirigeants locaux et les jeunes de connaissances techniques, les communautés peuvent renforcer leur capacité à gérer des projets énergétiques complexes et réduire leur dépendance aux entrepreneurs extérieurs.

“

Du point de vue des infrastructures, si les communautés rurales et isolées disposaient dès maintenant de leur propre réseau, le plus important élément d'infrastructure technique qui pourrait leur être fourni serait des microréseaux intégrés avec des accumulateurs d'énergie. On aurait toujours besoin d'une génératrice de secours au diesel, mais voilà, c'est la situation de transition dans laquelle nous sommes actuellement.

”

Difficultés liées aux infrastructures et à l'accès

Les lacunes sur le plan des infrastructures, en particulier dans les régions éloignées, constituent un obstacle important à la transition énergétique. De nombreux participants ont décrit des difficultés liées à la vétusté des lignes de transport d'électricité, à la connectivité insuffisante du réseau et au coût élevé pour expédier de l'équipement vers les collectivités isolées. Ces contraintes empêchent souvent l'adoption de nouvelles technologies énergétiques par les communautés

autochtones, même lorsque celles-ci ont la volonté et les ressources nécessaires pour le faire.

Les participants ont souligné la nécessité d'investir dans des infrastructures adaptées aux conditions régionales, ce qui comprend notamment la mise sur pied de microréseaux, l'agrandissement des réseaux de transport et la mise en œuvre de solutions de stockage de l'énergie pour stabiliser les systèmes d'énergie renouvelable. Il est essentiel de surmonter ces difficultés pour garantir aux communautés autochtones un accès équitable à l'énergie propre.

Systèmes de connaissances autochtones et respect de la culture

L'intégration des systèmes de connaissances autochtones dans la planification énergétique a été soulevée comme une priorité essentielle. Les participants autochtones ont souvent souligné que les projets énergétiques devaient être en phase avec leurs valeurs culturelles, leurs pratiques d'utilisation des terres et leurs croyances spirituelles. Les connaissances écologiques traditionnelles constituent un cadre riche pour comprendre les écosystèmes

locaux et concevoir des systèmes énergétiques à la fois efficaces et respectueux de l'environnement.

Les participants ont fait remarquer que les projets qui ne prennent pas en considération les aspects culturels risquent d'aliéner les communautés et de miner leur confiance. En revanche, les initiatives énergétiques qui s'appuient sur les connaissances traditionnelles ont plus de chances d'obtenir le soutien de la communauté et de produire des avantages à long terme.

“

Nos nations ont pris soin de ces terres et les ont entretenues depuis des temps immémoriaux, et c'est à nous de mener cette transition. Nous devrions avoir le soutien nécessaire pour créer des systèmes énergétiques qui nous conviennent.

”

“

Les communautés autochtones jouent un rôle central dans la transition vers les énergies propres et rien ne peut avancer sans l'inclusion et la forte participation des communautés. Vous ne pouvez pas vous contenter d'aller les informer de ce qui se passe. Il doit s'agir d'une communication constante et elles doivent être en mesure de donner leur consentement préalable, libre et éclairé. Il faut être honnête et éviter de tourner autour du pot.

”

Mobilisation des communautés et climat de confiance

La mobilisation véritable des communautés est considérée comme un élément fondamental du succès des projets énergétiques. Les participants ont insisté sur l'importance de processus de consultation transparents, inclusifs et respectueux des droits et des traditions autochtones. De nombreuses communautés ont exprimé leur frustration envers certaines pratiques de mobilisation symbolique, appelant au contraire à des partenariats authentiques privilégiant un consentement préalable, libre et éclairé.

L'instauration d'un climat de confiance a également été citée comme un aspect essentiel pour favoriser la collaboration. Les communautés ont souligné la nécessité d'établir des relations à long terme avec les

partenaires gouvernementaux et industriels, plutôt qu'une mobilisation qui se limite au cycle de vie des projets. L'établissement d'une relation de confiance passe par la cohérence des communications, la responsabilisation et l'engagement envers des objectifs communs.

Variations régionales

Même si certains thèmes sont communs à l'ensemble les participants, certaines variations régionales mettent en évidence la diversité des contextes dans lesquels évoluent les

communautés autochtones. Dans l'Est du Canada, par exemple, les communautés se sont souvent efforcées de réduire leur dépendance au diesel grâce à des projets d'énergie renouvelable, notamment au moyen d'installations énergétiques éoliennes et solaires. Ces efforts ont été motivés par les coûts élevés du diesel ainsi que les répercussions de sa consommation sur l'environnement. Toutefois, les participants de cette région ont relevé des difficultés liées aux modèles monopolistiques des services publics et au vieillissement des infrastructures, difficultés qui ont souvent restreint leur capacité à mettre en œuvre de nouvelles solutions énergétiques ou à négocier des accords équitables en matière d'énergie.

“

Dans l'Est du Canada, il faut souvent franchir une étape supplémentaire dans les négociations, car les accords et les structures énergétiques existants ne laissent pas beaucoup de place aux petites initiatives menées par les Autochtones. Il est difficile de leur faire entendre ce dont nous avons besoin sur le terrain.

”

“

Il y a encore des collectivités dans le Nord qui fonctionnent au diesel... Et il y a aussi des municipalités qui fonctionnent au diesel, n'est-ce pas? Le problème, c'est que ces systèmes sont là depuis toujours et que convaincre les services publics de changer les choses ou de faire de nouveaux investissements est un véritable tour de force.

”

Dans le Nord du Canada, la souveraineté énergétique est particulièrement ressortie comme une priorité majeure. Les communautés isolées ont souligné l'importance des solutions locales, comme les microréseaux, pour réduire leur dépendance au diesel importé. Les rudes conditions climatiques et l'isolement géographique posent d'importants problèmes logistiques, rendant les projets énergétiques à grande échelle difficilement réalisables. Les participants ont plutôt plaidé en faveur d'initiatives de petite envergure dirigées par les collectivités, capables de répondre à leurs besoins particuliers tout

en préservant l'intégrité culturelle et environnementale.

Les communautés de l'Ouest canadien ont manifesté un vif intérêt pour les technologies émergentes, comme l'hydrogène et les petits réacteurs modulaires. Si les participants se sont montrés optimistes quant aux possibilités de solutions énergétiques durables et efficaces offertes par ces technologies, ils ont également exprimé des inquiétudes quant à leurs répercussions sur les plans culturel et environnemental. La préservation des sites sacrés et la cohérence des projets avec les connaissances traditionnelles ont été soulignées comme des conditions préalables à l'acceptation par la communauté. En outre, les participants autochtones de la région ont souligné la nécessité d'une plus grande inclusion

dans les processus d'élaboration des politiques énergétiques de la province, souvent perçus comme exclusifs ou indifférents aux voix autochtones.

“

On parle beaucoup d'hydrogène ici en Alberta. Une grande entreprise mène actuellement un processus de consultation complet pour un éventuel projet d'hydrogène. Les communautés — pas toutes, mais celles qui seraient touchées — ont des discussions à ce sujet. Ces consultations nous aident à réfléchir à ce que la technologie peut apporter à l'avenir.

”

À l'échelle nationale, les tendances affichent un appui généralisé à l'égard des objectifs de carboneutralité du Canada, quoique les échéanciers et les approches varient considérablement d'une région à l'autre. Les participants ont régulièrement plaidé en faveur d'une représentation accrue des dirigeants autochtones dans les structures de gouvernance de l'énergie, soulignant l'importance du consentement préalable, libre et éclairé et des partenariats équitables. Beaucoup ont également réclamé des cadres politiques qui reconnaissent les contributions uniques des communautés autochtones à la transition énergétique du Canada, y compris leur rôle de gardiens de la terre et de leaders en matière de durabilité.

Discussion

Les constatations dégagées de l'analyse illustrent le rôle central que jouent les communautés autochtones dans la transition énergétique du Canada et soulignent l'importance d'un accord entre les stratégies énergétiques nationales et les priorités, valeurs et droits de ces communautés. Les perspectives autochtones apportent un éclairage

“

Nous ne pouvons pas envisager un avenir carboneutre si cet avenir repose sur une nouvelle vague de dépossession des Premières Nations de leurs terres et de leur territoire. Le principal problème de la politique canadienne en matière d'énergie et de climat est la réticence à collaborer avec des structures de pouvoir qui font obstacle à la décolonisation et à la réconciliation.

”

essentiel sur les défis interconnectés que sont la souveraineté énergétique, la protection de l'environnement, la préservation de la culture et l'émancipation économique. Si les réponses des participants constituent une base solide pour comprendre les perspectives autochtones sur la transition énergétique au Canada, le regard professionnel ajoute de la profondeur et des éléments de contexte, en particulier dans les domaines où les données recueillies auprès des participants peuvent être limitées ou dans ceux qui nécessitent une synthèse élargie. La discussion de la présente section repose sur l'expertise de Mokwateh

en matière de gouvernance énergétique, d'analyse des politiques et de mobilisation des peuples autochtones. Un regard professionnel complémentaire aux observations exprimées par les participants est présenté ci-après. Même si les obstacles et les recommandations sont au cœur de la discussion, une exploration plus large des implications, des interdépendances et des possibilités associées à la transition énergétique est aussi essentielle pour mettre les résultats en contexte et orienter les mesures à prendre.

Principales réflexions

Difficultés structurelles liées à la transition énergétique

Les défis structurels auxquels sont confrontées les communautés autochtones lorsqu'il s'agit de s'investir dans la transition énergétique du Canada témoignent des inégalités systémiques dans le développement de l'énergie. Les obstacles économiques, les contraintes logistiques et les limites des politiques ne sont pas des problèmes isolés, mais des symptômes de dynamiques systémiques plus vastes qui marginalisent les voix autochtones dans les processus décisionnels. Par exemple, la dépendance au diesel dans les régions éloignées souligne les inégalités dans la répartition des infrastructures énergétiques, c'est-à-dire que les centres urbains bénéficient de réseaux avancés et d'énergies renouvelables intégrées, tandis que les communautés autochtones restent dépendantes de technologies désuètes et nuisibles. Pour remédier à ces inégalités, il faut transformer la façon dont les systèmes énergétiques sont planifiés, financés et gérés.

Une importante difficulté structurelle consiste à concilier les ambitions nationales du Canada en matière de carboneutralité avec les réalités locales des communautés autochtones. Alors que le gouvernement fédéral fixe des objectifs climatiques généraux, les capacités et l'état de préparation sur le terrain pour atteindre ces objectifs varient considérablement d'une région à l'autre. Les communautés nordiques, par exemple, sont confrontées à un climat rude, à des coûts élevés et à des contraintes logistiques qui rendent les énergies renouvelables à grande échelle et l'intégration des véhicules électriques difficilement réalisables. Au même moment, les communautés de l'Est et de l'Ouest du Canada sont plutôt confrontées à des services publics monopolistiques et à des obstacles réglementaires. Ces disparités structurelles soulignent la nécessité de mettre en place des stratégies adaptées, propres à chaque région et qui tiennent compte des diverses conditions dans lesquelles les communautés autochtones évoluent.

Possibilités offertes par les initiatives énergétiques dirigées par des Autochtones

Malgré ces difficultés, les initiatives énergétiques dirigées par des Autochtones présentent d'importantes possibilités pour ce qui est de favoriser un développement énergétique équitable et durable. Les collectivités qui dirigent ou cogèrent des projets énergétiques ont plus de chances d'obtenir des résultats conformes à leurs valeurs culturelles et à leurs aspirations économiques. Le fait pour les Autochtones d'être propriétaires de systèmes énergétiques, comme des centrales solaires ou des projets éoliens communautaires, ne donne pas seulement du pouvoir aux communautés, mais renforce également leur capacité à plaider en faveur de politiques qui soutiennent la durabilité à long terme.

Les exemples de projets dirigés avec succès par des Autochtones, comme certaines initiatives hydroélectriques au Nunavik et des installations solaires en Alberta, témoignent des possibilités de changement en profondeur. Ces projets ne se limitent pas à la production d'énergie; ils servent aussi de modèles pour l'intégration des connaissances traditionnelles aux technologies modernes en plus de favoriser l'autonomie économique et le renforcement de la résilience des communautés. L'adoption généralisée de telles initiatives peut servir de modèle pour la transition énergétique du Canada, garantissant non seulement la prise en compte des perspectives autochtones, mais aussi leur priorisation.

Rôle de la préservation culturelle et des connaissances traditionnelles

L'une des observations les plus fondamentales aux présentes est l'interconnexion qui existe entre le développement énergétique et la préservation de la culture des communautés autochtones. Les projets énergétiques sont souvent évalués non seulement en fonction de leurs incidences économiques et environnementales, mais aussi de leur conformité avec les pratiques culturelles, le mode de gestion des terres et les croyances spirituelles. Pour de nombreux participants autochtones, la terre n'est pas seulement une ressource, mais une entité vivante intimement liée à leur identité et à leur patrimoine. Les projets qui ne respectent pas ces dimensions culturelles risquent d'aliéner les communautés et de miner leur confiance.

L'intégration des systèmes de connaissances autochtones dans la planification énergétique est une étape essentielle pour garantir un développement qui soit en phase avec les valeurs de la communauté. Ces systèmes offrent un cadre holistique qui permet de comprendre les écosystèmes, de concevoir des technologies durables et d'atténuer les incidences sur l'environnement. Par exemple, les connaissances écologiques traditionnelles peuvent orienter la mise en œuvre de nouveaux projets énergétiques de manière à éviter les milieux sensibles ou les sites sacrés. En intégrant ces connaissances aux approches scientifiques, les promoteurs peuvent créer des projets énergétiques qui sont à la fois respectueux de la culture et de l'environnement.

Croisement entre la justice environnementale et la souveraineté énergétique

Le rapport met en évidence un croisement entre la justice environnementale et la souveraineté énergétique. Les communautés autochtones portent le fardeau environnemental et sanitaire de la dépendance aux combustibles fossiles de manière disproportionnée, qu'il s'agisse des émissions de diesel ou de la dégradation des écosystèmes causée par les infrastructures énergétiques. La transition vers de nouveaux systèmes énergétiques n'est donc pas seulement un impératif environnemental, mais aussi une question de justice et d'équité. La souveraineté énergétique permet aux communautés autochtones de prendre le contrôle de leurs ressources énergétiques et de s'éloigner des systèmes qui ont historiquement exploité leurs terres et leurs membres.

Au-delà des solutions techniques, l'atteinte de la souveraineté énergétique exige un changement systémique dans les structures de gouvernance énergétique. Il faut donner aux communautés autochtones la capacité de participer sur un pied d'égalité à l'élaboration des politiques énergétiques, de même que le pouvoir de prendre des décisions en fonction de leurs priorités. Cela passe notamment par une représentation dans les conseils nationaux et régionaux sur l'énergie, la capacité de négocier des accords équitables de partage des revenus et l'accès aux ressources qui soutiennent le renforcement des capacités et l'innovation technique.

Renforcer la résilience par la collaboration et le renforcement des capacités

Le renforcement des capacités est apparu comme un thème récurrent, témoignant de la nécessité pour les communautés autochtones de développer les compétences et l'expertise dont elles ont besoin pour gérer efficacement les projets énergétiques. Les programmes d'enseignement et de formation adaptés aux nouvelles technologies énergétiques sont essentiels pour favoriser la résilience à long terme. Ces programmes devraient être offerts en priorité aux dirigeants locaux, de manière à veiller à ce que les jeunes et les dirigeants autochtones soient outillés pour s'orienter dans les complexités des systèmes énergétiques, du fonctionnement technique jusqu'à la prise de position stratégique.

La collaboration est également essentielle pour renforcer la résilience. Les partenariats entre les communautés autochtones, les gouvernements et les intervenants du secteur privé doivent être fondés sur la confiance, la transparence et les avantages mutuels. Ces partenariats peuvent tirer parti de ressources et d'expertises externes tout en respectant la souveraineté autochtone. Par exemple, les projets cogérés qui combinent les connaissances autochtones et l'innovation technologique peuvent répondre à la fois aux besoins de la communauté et aux objectifs climatiques généraux.

Le rôle des politiques dans le comblement des lacunes

La réforme des politiques est essentielle pour permettre aux communautés autochtones de participer pleinement à la transition énergétique du Canada. Les cadres réglementaires actuels donnent souvent la priorité aux projets industriels à grande échelle plutôt qu'aux solutions locales et communautaires. La simplification de ces cadres et la mise en place de mesures incitatives pour les initiatives dirigées par des Autochtones peuvent ouvrir de nouvelles perspectives de développement énergétique. En outre, les politiques qui officialisent la nécessité d'un consentement préalable, libre et éclairé garantissent le respect et la protection des droits des autochtones.

Les mécanismes de financement du gouvernement doivent également évoluer pour répondre aux besoins particuliers des communautés autochtones. Des modèles de financement souples et pluriannuels sont essentiels pour soutenir les projets énergétiques à long terme, tandis que des subventions et contributions ciblées peuvent contribuer à réduire les coûts initiaux élevés des infrastructures. En harmonisant les politiques avec les objectifs de souveraineté énergétique, de préservation culturelle et d'autonomisation économique, les gouvernements peuvent créer un paysage énergétique équitable et durable.

Les conséquences générales pour la transition énergétique du Canada

Les constatations de la présente étude ont une incidence non seulement sur les communautés autochtones, mais aussi sur la transition énergétique du Canada en général. Les perspectives autochtones offrent un modèle de durabilité qui intègre la gestion de l'environnement, l'intégrité culturelle et la résilience économique. En donnant la priorité à ces perspectives, le Canada peut créer un système énergétique non seulement carboneutre, mais aussi socialement juste et inclusif.

L'analyse met en évidence l'urgence de s'attaquer aux obstacles structurels, de tirer parti des possibilités offertes par les initiatives dirigées par les Autochtones et d'intégrer les aspects culturels et environnementaux dans la planification énergétique. Elle souligne également la nécessité d'un changement de paradigme dans la gouvernance de l'énergie, c'est-à-dire qu'il faut aller au-delà de la consultation pour atteindre un partenariat et une autonomie véritables. Une telle approche est essentielle pour parvenir à une transition juste profitant à l'ensemble des Canadiens, tout en respectant les contributions uniques des communautés autochtones.

Les commentaires recueillis auprès des participants autochtones révèlent que ceux-ci appuient fortement les objectifs de carboneutralité du Canada, en particulier en ce qui concerne l'adoption d'énergies propres, la souveraineté énergétique et le développement économique. Parallèlement, les difficultés soulevées, notamment les préoccupations environnementales, les lacunes en matière d'infrastructures et les coûts prohibitifs, soulignent la nécessité d'adopter des approches sur mesure qui respectent les valeurs autochtones et s'opposent aux obstacles systémiques. En liant ces commentaires aux objectifs de carboneutralité, les différents paliers de gouvernement de l'ensemble du Canada peuvent élaborer des politiques et des initiatives à la fois efficaces et équitables, assurant une transition vers un avenir énergétique durable qui s'appuie sur les priorités et le leadership des communautés autochtones.

Réflexions pour la poursuite de la recherche

Même si les résultats qualitatifs ont permis de dégager de précieuses observations quant aux facteurs qui influencent la priorisation des énergies propres, le pouvoir explicatif relativement modeste du modèle laisse supposer que d'autres variables non mesurées pourraient faire partie de l'équation. En comblant ces lacunes par des recherches ciblées, il serait possible d'acquérir une compréhension approfondie des priorités des peuples autochtones, conduisant ainsi à une meilleure efficacité dans l'élaboration de politiques et de projets.

Le rôle de la confiance dans l'établissement des préférences énergétiques mérite d'être approfondi. De nombreux participants ont souligné l'importance d'une relation transparente à long terme avec les partenaires gouvernementaux et industriels. Il serait possible d'étudier à quel point le degré de confiance a une incidence sur l'appui des communautés à l'égard des projets énergétiques pour mettre en lumière des aspects essentiels et orienter la conception d'initiatives collaboratives et inclusives. L'étude pourrait également examiner les relations historiques entre les communautés autochtones et les promoteurs énergétiques afin d'en dégager des enseignements et des pratiques exemplaires en vue de favoriser l'établissement d'un climat de confiance.

Il serait aussi important que de futures recherches portent sur l'incidence des disparités régionales en matière d'infrastructures sur l'état de préparation à l'adoption d'énergies propres. Les régions éloignées et mal desservies sont confrontées à des difficultés uniques, notamment une connectivité limitée au réseau et des coûts de transport élevés pour la mise en place des nouvelles technologies énergétiques. Comprendre comment ces contraintes logistiques interagissent avec d'autres facteurs comme la capacité économique et le soutien politique pourrait aider la Régie de l'énergie du Canada à concevoir des solutions spécialement adaptées à certaines régions.

En outre, l'incidence des expériences antérieures en lien avec des projets de développement énergétique sur les attitudes actuelles n'a pas été suffisamment étudiée. Les communautés qui ont connu des expériences négatives dans le passé pourraient aborder les nouveaux projets avec méfiance, tandis que celles qui ont connu des collaborations fructueuses pourraient être plus réceptives. Des études longitudinales qui suivent l'évolution des perceptions des communautés au fil du temps, en particulier en réponse aux activités de mobilisation en cours, pourraient fournir des indications précieuses pour améliorer les futures initiatives.

L'intégration de ces domaines de recherche aux processus de planification et de modélisation du gouvernement garantira la pleine représentation des perspectives autochtones, ouvrant ainsi une voie plus inclusive et plus efficace vers la carboneutralité. Ces réflexions mettent en évidence la nécessité d'un apprentissage et d'une adaptation continus; la présente étude se positionne donc comme une contribution évolutive à la stratégie globale de transition énergétique du Canada.

Principaux obstacles et recommandations

La transition énergétique dans les communautés autochtones présente à la fois de grandes possibilités et des défis de taille. La présente section se penche sur les principaux obstacles qui entravent les progrès et formule des recommandations concrètes pour surmonter ces obstacles, de manière à garantir que les priorités autochtones sont pleinement intégrées dans la transition énergétique du Canada vers la carboneutralité. En s'attaquant aux contraintes économiques, logistiques et politiques en plus de favoriser le renforcement des capacités et la mobilisation, les différents paliers de gouvernement peuvent jouer un rôle central dans la mise en place de solutions énergétiques équitables, durables et adaptées aux contextes uniques des communautés autochtones.

Comprendre les obstacles est essentiel pour élaborer des stratégies permettant non seulement de les éliminer, mais aussi de donner aux communautés autochtones les moyens de mener des projets énergétiques qui correspondent à leurs valeurs, à leurs priorités et à leurs pratiques culturelles. Après avoir cerné les obstacles, des recommandations détaillées seront présentées, lesquelles auront pour objectifs de favoriser la préservation de l'environnement, de promouvoir la souveraineté énergétique et de renforcer la capacité à long terme de gestion des projets énergétiques.

Obstacles

Coûts élevés des projets

Les contraintes économiques demeurent parmi les principaux obstacles à la transition énergétique dans les communautés autochtones. Les coûts initiaux élevés des infrastructures énergétiques, comme les panneaux solaires, les éoliennes et les systèmes de stockage dans des batteries, rendent ces technologies inaccessibles à de nombreuses communautés, en particulier dans les régions isolées. L'accès limité au financement ne fait qu'exacerber ce problème, puisque les mécanismes de financement ne tiennent souvent pas compte des besoins et des capacités propres aux communautés autochtones. En l'absence de soutien ciblé, les communautés doivent compter sur des sources d'énergie coûteuses et nuisibles à l'environnement, comme le diesel.

La plupart des projets énergétiques dépendent fortement du financement public, ce qui ajoute des couches d'imprévisibilité et de risque. L'évolution du paysage politique et des priorités gouvernementales peut perturber les flux de financement, laissant les communautés dans une situation précaire à mi-projet ou luttant pour obtenir les ressources nécessaires au maintien des initiatives achevées. En outre, le financement public s'accompagne souvent d'exigences complexes de production de rapports ainsi que de diverses formalités bureaucratiques, ce qui représente un fardeau supplémentaire pour les communautés dont les capacités administratives sont limitées.

Au-delà des infrastructures énergétiques proprement dites, d'autres difficultés générales liées aux infrastructures entravent également les progrès. De nombreuses communautés n'ont pas d'accès routier, de centrale électrique moderne, ni même d'installations de base nécessaires pour maintenir les systèmes d'énergie renouvelable. Ces lacunes constituent un obstacle de taille, car les communautés sont confrontées à la lourde tâche de construire des infrastructures de base simplement pour atteindre un degré minimum de préparation avant même que les projets d'énergie renouvelable puissent être lancés. Il est essentiel de combler ces lacunes pour que les communautés autochtones aient un accès équitable aux possibilités offertes par la transition énergétique du Canada et d'en tirer profit.

Financement

Il est généralement reconnu que les coûts initiaux élevés constituent un obstacle à l'adoption de nouvelles technologies énergétiques, mais le nœud du problème réside dans l'accès inadéquat à des fonds et à des mécanismes de financement adaptés aux communautés autochtones. Nombre des programmes actuels imposent des critères restrictifs, comme l'exigence de fonds de contrepartie, de cotes de crédit précises ou de vastes antécédents financiers. Ces conditions entraînent souvent l'exclusion de candidats

autochtones et négligent les avantages sociaux et culturels que les nouveaux projets énergétiques apportent à ces communautés, comme la souveraineté énergétique et la gestion de l'environnement.

En outre, les modèles de financement traditionnels, comme les prêts commerciaux, ne répondent généralement pas aux besoins des communautés autochtones. La *Loi sur les Indiens* impose des contraintes considérables en limitant la manière dont les communautés autochtones habitant les réserves peuvent tirer parti de leurs actifs. En vertu de cette loi, les terres de réserve sont détenues en fiducie par la Couronne, ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas servir de garantie pour des prêts — un inconvénient majeur lorsqu'il s'agit d'obtenir du financement. La plupart des prêteurs exigent des actifs en guise de garantie et, dépourvues de telles garanties, les entreprises autochtones n'ont qu'un accès limité aux options de financement traditionnelles. En outre, les nouveaux projets énergétiques nécessitent des investissements initiaux importants, alors que les bénéfices financiers sont réalisés progressivement au fil du temps. Les communautés autochtones ont besoin de capitaux patients, c'est-à-dire du financement assorti de périodes de remboursement prolongées et de taux d'intérêt peu élevés, pour rendre ces initiatives viables. En l'absence de telles options, elles sont régulièrement forcées de dépendre de partenariats externes avec des entités privées ou des entreprises de services publics. Même si ces partenariats peuvent permettre d'obtenir le financement nécessaire, ils s'accompagnent souvent de compromis qui réduisent le contrôle de la communauté et limitent les avantages économiques à long terme.

Pour résoudre ces problèmes, le gouvernement canadien a annoncé, dans le budget de 2024, la mise sur pied du Programme de garantie de prêts pour les Autochtones, qui est en cours d'élaboration. Le programme vise à fournir jusqu'à 5 milliards de dollars en garanties de prêt afin de débloquer l'accès aux capitaux pour les communautés autochtones. En outre, le Programme des garanties d'emprunt ministérielles permet au gouvernement fédéral de fournir des garanties d'emprunt spécialement pour les projets de logement sur les terres de réserve, offrant une forme d'équivalent de garantie qui aide les communautés autochtones à obtenir du financement pour des infrastructures essentielles. Ces deux programmes témoignent des efforts déployés pour atténuer les obstacles au financement auxquels sont confrontées les communautés autochtones.

Toutefois, malgré ces initiatives, des problèmes systémiques continuent d'entraver l'accès équitable au financement. La sous-représentation des communautés autochtones dans les programmes de subventions fédéraux et provinciaux est encore un problème de taille. La complexité des procédures de demande, l'accès limité à l'information et l'insuffisance du soutien technique empêchent souvent les communautés de profiter pleinement du financement disponible. Ce manque de soutien a non seulement pour effet de retarder

l'élaboration de projets énergétiques essentiels, mais également de perpétuer la dépendance à l'égard de sources d'énergie non renouvelables, comme le diesel, qui présentent des risques environnementaux et économiques permanents.

Difficultés logistiques

La mise en œuvre de nouveaux projets énergétiques est également entravée par des difficultés logistiques, en particulier dans les régions éloignées où l'isolement géographique et les rudes conditions climatiques compliquent le transport, l'installation et l'entretien. Dans les communautés nordiques, par exemple, le coût du transport d'équipement sur de longues distances et sur des terrains difficiles peut rendre les projets, même à petite échelle, trop chers à réaliser. En outre, dans de nombreuses régions, les infrastructures existantes sont désuètes ou inadaptées aux nouvelles technologies énergétiques, comme les systèmes solaires ou les parcs éoliens raccordés au réseau. Il s'agit de défis logistiques qui mettent en évidence la nécessité de trouver des solutions locales adaptées aux conditions uniques de chaque région.

Obstacles liés aux politiques et à la réglementation

Les obstacles liés aux politiques et à la réglementation limitent encore davantage la participation des Autochtones aux projets énergétiques. Les processus d'approbation complexes et le fardeau bureaucratique retardent souvent l'échéancier des projets et découragent la participation de la communauté. Les dirigeants autochtones expriment souvent leur frustration à l'égard des cadres réglementaires qui donnent la priorité aux intérêts des entreprises ou imposent des solutions omnivalentes au lieu de reconnaître la diversité des besoins et des contextes autochtones. En outre, le manque de représentation autochtone dans les structures de gouvernance de l'énergie perpétue un sentiment d'exclusion et de marginalisation. Par conséquent, il est difficile pour les communautés d'influencer les décisions qui ont une incidence sur leurs terres et leurs ressources.

Recommandations

Les constatations de la présente étude font ressortir plusieurs recommandations qu'il serait possible de mettre en œuvre pour lever les obstacles et améliorer la concordance entre les priorités des Autochtones et les objectifs du gouvernement du Canada en matière de carboneutralité. Ces recommandations se concentrent sur l'atténuation des préoccupations environnementales, le renforcement des capacités, le recadrage des discours économiques et la promotion de la souveraineté énergétique, en plus de souligner la nécessité d'une relation et d'une collaboration durables.

Réformer les politiques

Les cadres politiques et réglementaires demeurent des obstacles de taille à la participation des Autochtones aux projets énergétiques. Les participants ont exprimé leur frustration face à la complexité des processus de délivrance de permis et à l'exclusion des voix autochtones des processus décisionnels. Il y a un besoin évident de réformes réglementaires visant à simplifier les processus pour les initiatives dirigées par des Autochtones et à systématiser la représentation autochtone dans les structures de gouvernance de l'énergie. Toutefois, pour parvenir à cet équilibre, il convient de réfléchir attentivement pour éviter toute simplification excessive susceptible de nuire au respect nécessaire au consentement préalable, libre et éclairé et aux systèmes de connaissances autochtones. L'intégration d'une exigence de consentement préalable, libre et éclairé est conforme aux normes internationales, notamment la Déclaration des Nations unies, et garantit le respect des droits des Autochtones tout au long du cycle de vie d'un projet.

À première vue, l'appel à la simplification peut sembler contradictoire avec l'inclusion du consentement préalable, libre et éclairé et des systèmes de connaissances autochtones. La simplification des cadres réglementaires peut réduire les obstacles bureaucratiques aux projets dirigés par des Autochtones, en particulier lors de demandes de permis et de financement. Cependant, le respect du consentement préalable, libre et éclairé et des systèmes de connaissances autochtones ajoute intrinsèquement de la complexité au processus, nécessitant des consultations approfondies, un lien de collaboration et des ajustements aux calendriers de projet. Le meilleur moyen de comprendre ce paradoxe est de l'examiner sous l'angle de l'analogie suivante : « pour aller loin, il faut aller lentement ». Même si le respect des droits des Autochtones et l'intégration des systèmes de connaissances autochtones peuvent ralentir les phases initiales d'un projet, ces efforts réduisent considérablement les risques aux étapes ultérieures du processus, grâce à l'instauration d'un climat de confiance, à la garantie du respect de la culture et de l'environnement et à la probabilité réduite de conflits ou de retards. En fin de compte, cette approche permet de rationaliser le calendrier global du projet en évitant les litiges coûteux et les suspensions de projet.

Pour répondre aux préoccupations liées aux cadres réglementaires, il est essentiel de cerner les aspects de ces cadres qui devraient être simplifiés et ceux qui devraient rester solides pour assurer le respect des droits des Autochtones. Les activités de simplification pourraient se concentrer sur la suppression des exigences bureaucratiques redondantes, la clarification des démarches pour les projets dirigés par des Autochtones et l'offre d'un soutien technique et financier pour aider les demandeurs à s'orienter dans les processus de demandes complexes. Parallèlement, les processus qui intègrent le consentement préalable, libre et éclairé et les systèmes de connaissances autochtones doivent être

maintenus et renforcés afin de garantir le caractère inclusif et durable des projets. Cette double approche respecte les contributions uniques des communautés autochtones tout en créant un environnement réglementaire plus efficace.

La réforme des politiques est essentielle pour favoriser un milieu où les Autochtones ont le soutien et l'autonomie pour participer à la gouvernance énergétique. Des réformes adaptées peuvent simplifier les démarches associées aux initiatives dirigées par des Autochtones, tout en veillant à ce que les dirigeants autochtones soient au cœur des processus décisionnels. Ces réformes pourraient notamment comprendre des mécanismes de financement qui donnent la priorité aux initiatives énergétiques autochtones, des processus d'octroi de permis simplifiés (mais qui ne sacrifient pas la nécessité des activités de mobilisation) et des cadres qui reconnaissent les systèmes de connaissances autochtones comme un élément essentiel de la conception et de la mise en œuvre des projets.

La concordance des priorités des Autochtones avec les objectifs de carboneutralité du Canada est un thème récurrent dans les données recueillies auprès des participants. Ces derniers ont fait part de leur enthousiasme pour la transition vers des sources d'énergie renouvelables et la réalisation de la souveraineté énergétique. Pour tirer parti de cet appui, des mécanismes politiques qui prennent en compte les dimensions environnementales et socioéconomiques sont nécessaires. Les projets d'énergie renouvelable dirigés par des Autochtones, comme les microréseaux dans les zones éloignées ou les centrales solaires détenues par les communautés, sont des moyens essentiels pour atteindre ces objectifs. Toutefois, les politiques fédérales et provinciales doivent offrir un soutien adapté pour réduire les coûts initiaux élevés des infrastructures, comme des subventions et des mesures incitatives, tout en veillant à ce que les projets soient conformes aux objectifs de décarbonation à long terme. En équilibrant une simplification des processus avec un solide appui à l'égard du consentement préalable, libre et éclairé et des systèmes de connaissances autochtones, la réforme des politiques peut créer une voie inclusive, efficace et équitable pour la participation des Autochtones à la transition énergétique du Canada.

Répondre aux préoccupations environnementales

La dépendance au diesel des communautés isolées reste l'un des problèmes les plus urgents, mais il est important de reconnaître que les communautés qui dépendent du diesel ne représentent qu'environ 25 % de l'ensemble des communautés autochtones. Même si les difficultés auxquelles sont confrontées les communautés non branchées aux réseaux électriques sont importantes, il est tout aussi vital de prendre en compte les réalités des communautés branchées et les préoccupations environnementales qu'elles ont en commun. Les projets fondés sur les combustibles fossiles — qu'ils soient axés sur le

diesel ou connectés au réseau, ont suscité l'appréhension de nombreux participants, qui ont souligné la nécessité d'adopter des approches globales pour traiter les incidences environnementales des divers systèmes énergétiques.

Dans le cas des communautés non branchées, une approche progressive de réduction de la dépendance au diesel, soutenue par des subventions ciblées favorisant l'adoption des énergies renouvelables, pourrait accélérer la transition. Des projets pilotes portant sur des technologies de pointe, comme les accumulateurs électriques ou les petits réacteurs modulaires, pourraient également présenter des options viables pour les communautés où l'énergie solaire ou éolienne ne suffit pas à répondre à la demande énergétique. L'élaboration de feuilles de route locales tenant compte des besoins énergétiques et des calendriers régionaux garantirait le caractère réalisable et durable de ces transitions.

Dans le cas des communautés branchées au réseau, les préoccupations environnementales sont souvent liées aux répercussions générales de la production d'énergie à partir de combustibles fossiles. Les participants ont souligné la nécessité de donner la priorité aux projets d'énergie renouvelable qui permettent à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'éviter la dégradation de l'environnement associée aux développements énergétiques industriels à grande échelle. La réponse à ces préoccupations passe par l'adoption d'une approche holistique qui comporte la transition des infrastructures du réseau vers des sources d'énergie à moindres émissions, de même que la garantie d'une représentation équitable des voix autochtones dans les décisions politiques qui concernent la composition et l'orientation futures du réseau.

Selon les données recueillies auprès des participants, les connaissances écologiques traditionnelles apparaissent comme une ressource précieuse offrant des perspectives uniques pour la conception des projets et la gestion de l'environnement. Les communautés autochtones ont exprimé de profondes craintes environnementales à l'égard des nouveaux projets énergétiques. Ces préoccupations sont souvent liées à la possible perturbation des sites sacrés, des écosystèmes locaux et de l'utilisation traditionnelle des terres. Pour répondre à ces préoccupations, il convient d'adopter une approche de consultation et de planification personnalisée, qui intègre les systèmes de connaissances autochtones et place la préservation de l'environnement en tête des priorités. Une telle intégration permettrait d'orienter certaines décisions, comme le choix de l'emplacement des infrastructures, de manière à éviter les zones écologiquement sensibles et à réduire le plus possible les perturbations de l'environnement. Un soutien aux collaborations de recherche entre les communautés autochtones et les institutions universitaires pourrait contribuer à systématiser l'utilisation des systèmes de connaissances autochtones dans le développement énergétique, veillant à ce que ces systèmes soient préservés et mis en application dans le respect des origines culturelles.

Les projets doivent faire l'objet d'évaluations environnementales approfondies qui tiennent compte des valeurs de la communauté et qui garantissent que les solutions énergétiques ne compromettent pas l'intégrité culturelle ou écologique. Des cadres de collaboration dans lesquels les dirigeants autochtones conçoivent et supervisent conjointement les plans de projet peuvent contribuer à instaurer un climat de confiance et à favoriser les appuis. Pour les communautés qui sont branchées au réseau comme pour celles qui ne le sont pas, un dialogue continu permettant de communiquer de manière transparente les avantages environnementaux et d'atténuer les craintes relatives à d'éventuels dommages aux écosystèmes sera essentiel pour faire concorder les intérêts des communautés et les initiatives en matière d'énergie propre.

Investir dans les infrastructures

L'investissement dans les infrastructures est une autre recommandation essentielle. Les solutions de transition énergétique doivent être appuyées par l'amélioration des infrastructures, de manière à répondre aux besoins particuliers des communautés rurales et isolées. Le développement de microréseaux, par exemple, peut fournir une énergie fiable et durable à des régions isolées tout en réduisant la dépendance aux lignes de transport d'électricité à longue distance. Les solutions énergétiques locales, comme les centrales solaires à l'échelle des collectivités ou les petits projets hydroélectriques, sont particulièrement efficaces pour combler les lacunes en matière d'infrastructures et garantir la résilience des systèmes énergétiques ainsi que leur adaptabilité aux conditions locales.

Améliorer le renforcement des capacités

Le renforcement des capacités est tout aussi important pour permettre aux communautés autochtones de gérer et d'entretenir des projets énergétiques. De nombreux participants ont souligné la nécessité de mettre en place des programmes d'enseignement et de formation visant à approfondir l'expertise technique et les connaissances en matière d'énergie. Nombre de participants ont également souligné la nécessité de mettre sur pied des programmes visant à renforcer les connaissances, les compétences techniques et le leadership dans le domaine des technologies énergétiques. De telles initiatives pourraient se concentrer sur l'intégration des connaissances traditionnelles aux pratiques modernes, pour créer des modèles de cogestion encourageant la collaboration des experts autochtones et non autochtones à la conception et à l'entretien des systèmes énergétiques. Les activités de renforcement des capacités devraient également donner la priorité à l'apprentissage intergénérationnel, de manière à ce que les jeunes générations soient outillées pour diriger de futurs projets énergétiques. Des centres d'excellence sur l'énergie dirigés par des Autochtones pourraient servir de pôles pour la formation, la recherche et le soutien technique, afin de favoriser l'autosuffisance en matière de gestion de l'énergie. En faisant en sorte que les jeunes et les dirigeants autochtones acquièrent les compétences

nécessaires pour concevoir, exploiter et entretenir les systèmes énergétiques, les initiatives de renforcement des capacités peuvent susciter une résilience à long terme des communautés. En outre, des possibilités d'emploi peuvent être créées grâce aux programmes de formation de la main-d'œuvre axés sur les technologies énergétiques, réduisant ainsi la dépendance à des entrepreneurs externes et favorisant l'autonomisation économique.

À la Régie de l'énergie du Canada, les activités de renforcement des capacités comme la formation sur l'énergie pourraient s'inspirer de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), qui intègre de telles initiatives de formation à ses travaux. La CCSN a démontré que les organismes de réglementation, tout en maintenant leurs responsabilités en matière de surveillance, peuvent soutenir activement la formation et le développement des compétences techniques dans les communautés. Un élargissement similaire du mandat de la Régie de l'énergie du Canada pour y inclure le renforcement des capacités pourrait être réalisable et donner des résultats. En intégrant des programmes de renforcement des capacités à son cadre réglementaire, la Régie de l'énergie du Canada peut contribuer à l'autonomisation des communautés autochtones et faire en sorte qu'elles ne soient pas seulement des participants aux transitions énergétiques, mais aussi des leaders et des innovateurs dans ce domaine.

Recadrer le discours sur les coûts

Les obstacles économiques, en particulier les coûts initiaux élevés des nouvelles infrastructures énergétiques, ont été ciblés à répétition comme des problèmes importants. Le fait de recadrer le discours pour présenter ces coûts comme des investissements à long terme dans la durabilité économique et environnementale pourrait modifier les perceptions à leur égard et les faire progresser dans l'ordre des priorités. Les politiques qui mettent l'accent sur les économies réalisées au cours de la vie utile des réseaux d'énergie propre et sur leur fiabilité, par opposition aux dépenses récurrentes et aux dommages causés à l'environnement associés à la dépendance au diesel, peuvent contribuer à stimuler l'adoption de ces systèmes.

Pour surmonter les obstacles financiers auxquels se heurtent les communautés autochtones, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de réglementation de l'énergie doivent se concentrer sur la mise en place de mécanismes de financement adaptés aux besoins de ces communautés. Des structures de subvention qui font preuve de souplesse en éliminant les exigences de fonds de contrepartie et en tenant compte d'autres mesures de viabilité financière peuvent accroître l'accessibilité au financement. En outre, la création de volets de financement consacrés aux Autochtones,

avec des processus de demande simplifiés et un soutien technique proactif, peut garantir une répartition plus équitable des ressources financières.

Les options de financement à long terme, comme les prêts à faible taux d'intérêt ou les modèles de remboursement fondés sur les revenus, peuvent offrir aux communautés la souplesse nécessaire pour investir dans des projets énergétiques, en synchronisant les calendriers de remboursement avec les cycles de vie des projets. La création d'institutions financières spécialement pour les Autochtones ou l'établissement de partenariats avec des institutions existantes pourrait accroître davantage la disponibilité de capitaux patients adaptés aux projets énergétiques. Ces efforts devraient être associés avec des programmes de renforcement des capacités visant à donner aux dirigeants autochtones les moyens de s'orienter dans le paysage financier et de défendre efficacement les intérêts de leur communauté.

Comblé les lacunes en matière de financement est essentiel pour permettre aux communautés autochtones de jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique du Canada. La création de structures financières équitables permet aux intervenants d'éliminer les obstacles systémiques et de soutenir l'élaboration de nouveaux projets énergétiques en phase avec les priorités des Autochtones et contribuant à un avenir durable et carboneutre. En outre, présenter les nouveaux projets énergétiques comme des occasions de développement économique grâce à la création d'emplois et à la génération de revenus locaux peut renforcer l'intérêt et l'adhésion des communautés.

Tenir compte des disparités régionales

Les disparités régionales sur le plan de l'état de préparation à la transition énergétique présentent un autre niveau de complexité. Alors que les communautés du Nord sont confrontées à de rudes conditions climatiques, à l'isolement géographique et à des coûts de transport élevés, les régions de l'Est du Canada sont aux prises avec des infrastructures désuètes et un contrôle monopolistique des services publics. Les stratégies nationales doivent pouvoir s'adapter à ces variations en étant axées sur des approches propres à chaque région. Par exemple, les communautés du Nord peuvent tirer parti de microréseaux ou de petits réacteurs modulaires pour réduire leur dépendance au diesel, tandis que les régions de l'Est ont besoin de réformes réglementaires pour promouvoir une tarification équitable de l'énergie et élargir l'accès aux énergies renouvelables.

Soutenir les technologies

Les participants ont exprimé des degrés variables de soutien à l'égard des différentes technologies énergétiques, révélant des préférences claires et des hésitations qui peuvent orienter les activités de modélisation énergétique de la Régie de l'énergie du Canada. D'une

manière générale, l'appui à l'égard des sources d'énergie renouvelables comme le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité est fort dans toutes les régions. Ces technologies ont été systématiquement présentées comme étant en phase avec les valeurs autochtones de gestion de l'environnement, de durabilité et de préservation de la culture. En revanche, les technologies émergentes comme le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CUSC), l'hydrogène et les petits réacteurs modulaires ont suscité des réactions mitigées, témoignant à la fois d'un optimisme quant à leur potentiel et de préoccupations quant à leur applicabilité, à leur sécurité et à leurs conséquences sur le plan culturel.

Les technologies émergentes, notamment le CUSC, l'hydrogène et les petits réacteurs modulaires, suscitent des réactions mitigées. Certains participants font preuve d'un optimisme prudent à l'égard de ces technologies en tant qu'outils potentiels pour atteindre les objectifs de carboneutralité. C'est particulièrement le cas dans les régions où les énergies renouvelables risquent de ne pas répondre à elles seules à la demande énergétique. Par exemple, certains participants considèrent les petits réacteurs modulaires comme une possible solution de rechange au diesel dans les régions isolées, puisqu'ils offrent une fiabilité accrue et rejettent moins d'émissions. Toutefois, cet enthousiasme est tempéré par des préoccupations relatives aux déchets nucléaires, à la sécurité et à l'adéquation de tels projets sur le plan culturel.

L'énergie issue de l'hydrogène, bien que considérée comme une solution innovante, a été critiquée pour son coût élevé et l'absence de voies claires pour la participation des Autochtones à son développement. Les participants ont fait remarquer que les infrastructures associées à l'hydrogène nécessitent souvent de gros investissements et une coordination rapprochée avec les systèmes de services publics établis, ce qui peut avoir pour effet de marginaliser les voix autochtones. De même, le CUSC a été accueilli avec scepticisme par les participants, qui mettent en doute sa viabilité à long terme et s'inquiètent des coûts élevés et de la possibilité de perpétuer la dépendance aux infrastructures liées aux combustibles fossiles plutôt que d'assurer une transition complète vers des énergies propres.

Les participants ont souvent associé leur soutien ou leur méfiance à l'égard des différentes technologies à des facteurs culturels et pratiques. Les technologies qui sont en phase avec les systèmes de connaissances autochtones et qui respectent les sites sacrés et les pratiques d'utilisation des terres ont plus de chances d'obtenir le soutien des communautés. À l'inverse, les technologies émergentes qui ne concordent pas clairement avec les valeurs culturelles ou qui nécessitent d'importantes infrastructures industrielles sont considérées comme moins compatibles avec les priorités des Autochtones. Les participants ont souligné l'importance de veiller à ce que toute nouvelle technologie

adoptée soit non seulement respectueuse de l'environnement, mais qu'elle respecte également la culture et qu'elle permette la participation des dirigeants autochtones.

Ces constatations jettent un regard essentiel pour orienter les activités de modélisation énergétique de la Régie de l'énergie du Canada. Même si les technologies émergentes offrent diverses possibilités, elles devraient être développées en consultation avec les communautés autochtones afin de répondre à leurs préoccupations et d'assurer leur participation équitable. En adaptant son modèle pour tenir compte de ces préférences, la Régie de l'énergie du Canada peut renforcer sa pertinence et sa crédibilité auprès des intervenants autochtones, tout en appuyant une transition énergétique inclusive et durable.

Établir des relations authentiques

Les données recueillies auprès des participants soulignent l'importance de la confiance et des relations à long terme pour la réussite des projets énergétiques. La mobilisation véritable exige une collaboration soutenue qui dépasse le cycle de vie des projets. Une communication transparente, des mises à jour régulières et l'inclusion des voix autochtones à chaque étape de la prise de décision sont essentielles pour instaurer un climat de confiance. Une formation culturelle pour les intervenants non autochtones pourrait favoriser la compréhension mutuelle et renforcer les partenariats.

L'établissement dès le départ d'un dialogue continu avec les communautés autochtones permet aux promoteurs de projet de faire concorder les initiatives énergétiques avec les valeurs culturelles et les pratiques traditionnelles. Cette approche fait en sorte que les projets répondent aux besoins de la communauté et suscitent un appui généralisé. En outre, le respect des connaissances et des pratiques traditionnelles renforce l'intégrité culturelle des projets et, donc, leur acceptabilité et leur durabilité. La mobilisation véritable est la pierre angulaire de la réussite des projets énergétiques et elle doit aller au-delà de la consultation pour inclure l'établissement d'une collaboration et d'un partenariat significatifs. Les communautés autochtones ont souligné l'importance du consentement préalable, libre et éclairé comme fondement de toutes les initiatives dans le domaine de l'énergie. Il est essentiel d'instaurer un climat de confiance grâce à des processus transparents et inclusifs pour garantir que les projets répondent aux besoins de la communauté et reçoivent un appui généralisé.

Promouvoir la souveraineté énergétique

L'autonomisation sur le plan économique est un élément essentiel de la transition énergétique, et l'une des mesures les plus cruciales en ce sens consiste à étendre la mise sur pied de projets énergétiques dirigés par des Autochtones. Les participants ont souligné à répétition l'importance des partenariats équitables qui vont au-delà de la consultation

pour inclure la copropriété et le partage des bénéfices. Les accords de partage des revenus et les fonds fiduciaires communautaires présentent des avantages considérables pour générer des revenus stables et à long terme pour les communautés autochtones. Soutenir les entrepreneurs autochtones dans le secteur de l'énergie par un financement ciblé et des initiatives de renforcement des capacités peut favoriser l'autonomie économique et l'innovation et permettre aux communautés autochtones de prendre en main leur avenir énergétique. La propriété des projets énergétiques garantit aux communautés que les avantages économiques de ceux-ci, comme la génération de revenus et la création d'emplois, leur reviendront directement. En outre, les projets dirigés par les autochtones sont plus susceptibles d'être en phase avec les priorités culturelles et environnementales locales, ce qui renforce le soutien de la communauté et la durabilité du projet. La souveraineté énergétique est ressortie comme un thème central dans les réponses des participants, témoignant du désir des communautés autochtones d'avoir un contrôle sur les ressources énergétiques et d'en être les propriétaires. Le soutien des projets énergétiques dirigés par les Autochtones est non seulement conforme aux objectifs généraux d'autodétermination, mais il fait aussi en sorte de rendre les systèmes énergétiques plus durables et respectueux de la culture. Les politiques relatives à la propriété autochtone, comme les cadres de cogestion et les accords de partage des bénéfices, apporteront un soutien aux communautés autochtones tout au long de la transition énergétique. Ces initiatives peuvent également servir de catalyseurs en vue d'une autonomisation socioéconomique à plus grande échelle, grâce à la création de possibilités pour l'entrepreneuriat, au perfectionnement de la main-d'œuvre et à l'investissement des communautés.

Conclusion

Le rapport présente un examen complet des perspectives autochtones sur la transition énergétique du Canada et donne un aperçu critique des priorités, des difficultés et des possibilités exprimées par les communautés autochtones. Les résultats obtenus par l'entremise d'entrevues, de groupes de discussion, de sondages et d'analyses mettent en évidence la manière dont les voix autochtones peuvent orienter les efforts du Canada pour parvenir à la carboneutralité tout en favorisant l'équité, la durabilité et la réconciliation.

Au cœur des constatations figure l'insistance sur l'adoption d'énergies propres comme moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de parvenir à la souveraineté énergétique et de remédier aux inégalités de longue date en matière d'accès à l'énergie. Les participants autochtones ont exprimé une nette préférence pour les technologies d'énergie renouvelable comme le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité, estimant que ces solutions sont conformes à leurs valeurs environnementales et à leurs pratiques culturelles. Parallèlement, ils ont soulevé d'importantes difficultés, notamment des coûts prohibitifs,

des restrictions liées aux infrastructures et des préoccupations environnementales, lesquelles doivent être surmontées pour une transition énergétique réussie.

La souveraineté énergétique est apparue comme une priorité récurrente, ce qui souligne l'importance accordée au leadership autochtone et au contrôle des projets énergétiques par les communautés. Par le soutien aux initiatives dirigées par des Autochtones et l'intégration des connaissances écologiques traditionnelles dans la planification énergétique, les gouvernements de l'ensemble du Canada peuvent mettre de l'avant des projets conformes aux valeurs des communautés, tout en contribuant aux objectifs nationaux en matière de développement durable. L'intégration des perspectives autochtones dans la gouvernance et la politique énergétiques permet non seulement de faire progresser les objectifs de carboneutralité, mais donne également aux communautés les moyens de prendre les commandes en fonction de leurs aspirations culturelles et économiques.

Le rapport met également en évidence la nature interconnectée du développement économique et de la transition énergétique. Les communautés autochtones considèrent les projets d'énergie renouvelable comme des occasions de création d'emplois, de partage des revenus et de renforcement des capacités à long terme, ce qui correspond à l'objectif du Canada de favoriser une transition énergétique juste et inclusive. En privilégiant des partenariats équitables et des modèles de cogestion, les promoteurs de projets énergétiques peuvent faire en sorte que les avantages économiques de ces projets soient répartis de manière juste et durable.

Les résultats ont de plus permis de relever des domaines où il convient de poursuivre la recherche et la mobilisation, notamment la sous-représentation de certaines régions, le rôle de la confiance dans le développement de l'énergie et les conséquences à long terme de la dépendance au diesel. Ces zones d'ombres soulignent la nature itérative du présent rapport, qui appelle à une poursuite de la collaboration pour affiner et élargir la compréhension des priorités des Autochtones et des difficultés qu'ils doivent affronter. En comblant ces lacunes, le gouvernement sera mieux à même d'adapter les politiques et les initiatives aux différents contextes et besoins des communautés autochtones.

Alors que le Canada s'engage sur la voie de la carboneutralité, la mobilisation des peuples autochtones n'est pas seulement une obligation légale et morale, mais aussi une occasion stratégique de renforcer la politique énergétique nationale. Les perspectives autochtones offrent un cadre complet pour équilibrer la gestion de l'environnement, la préservation de la culture et le développement économique, offrant des solutions évolutives pour un avenir durable. En favorisant des partenariats significatifs et en intégrant les voix autochtones

dans la gouvernance énergétique, le Canada peut mener une transition énergétique qui soit aussi inclusive que transformatrice.

Le rapport constitue une étape essentielle pour amplifier les perspectives autochtones et les mettre en correspondance avec les objectifs du Canada. Toutefois, la voie vers une transition énergétique équitable et durable exige des efforts soutenus, un dialogue permanent et un engagement à apprendre des communautés autochtones et avec elles. En adoptant ces principes, le Canada peut faire en sorte que l'avenir énergétique du pays ne soit pas seulement carboneutre, mais aussi juste, résilient et ancré dans la sagesse et le leadership des communautés autochtones.



FOR MORE INFORMATION

Please Contact:

JP Gladu

Principal

jpgaldu@mokwateh.com

416.801.9370

Max Skudra

Partner

mskudra@mokwateh.com

647.970.3160